

<http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1576>



# AG éducation IDF - appel du 22 mars et prochaine AG 27 mars

- EDUCATION EN LUTTE !

- Archives 2014-2020

-



Date de mise en ligne : samedi 24 mars 2018

---

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

---

Réuni.e.s en assemblée générale à la suite de la journée de grève et de mobilisation du 22 mars, les lycéen.ne.s, étudiant.e.s, personnels de l'éducation et enseignant.e.s appelons :

- Le 23 mars : Rejoindre le RDV Education en lutte à 7h au Luxembourg le 23 mars contre la venue de Blanquer à La Sorbonne avec le chef d'état major des armées pour le colloque « Société civile et communauté militaire : défendre ensemble les valeurs de la France ». Pour les retardataires, rdv à 8h au croisement Rue Saint-Jacques/rue des écoles.
- Le 23 mars : Au rassemblement des exilé.e.s de Paris 8 et leurs soutiens à Bobigny, devant la préfecture, à 14h pour obtenir leur régularisation.
- Le 24 mars : Participer à la manifestation d'enterrement d'une certaine idée de l'Éducation Nationale au métro Jussieu à 13h30 à l'appel de l'Assemblée Générale Éducation du 94.
- Les 24 et 25 mars : soutenir et participer à la coordination nationale de l'éducation ayant lieu à Toulouse et soutenir l'université du Mirail en lutte contre sa mise sous tutelle.
- Le 27 mars : les coordinations de Montpellier et Rennes du week-end précédent ainsi que plusieurs AG étudiantes (Paris 1, Paris 3, Paris 7) appellent à une journée de mobilisation nationale de l'éducation.

Participer à l'assemblée générale de l'éducation Ile-de-France, le 27 mars à 18h à la Bourse du Travail.

- Se préparer à rejoindre la grève reconductible initiée par les cheminot.e.s à partir du 3 avril,

Participer à l'Assemblée Générale de l'éducation en Ile-de-France à 18h.

- Le 5 avril : Participer à la journée de grève nationale des précaires de l'éducation nationale, élargie à l'ensemble de l'éducation.

Nous appelons également les différents UFR, départements et universités à faire pression sur leurs tutelles pour faire entendre leur voix et bloquer le processus de sélection en refusant d'y participer. Plus largement, nous appelons à la tenue à des états généraux de l'éducation pour tous les niveaux.